

ALSTOM : Syndrome d'une Europe suicidaire

La faillite d'Alstom serait le prélude à une désintégration de tous les grands secteurs industriels Européens.

Le vent du boulet fait trembler l'assise industrielle de l'Europe.

La faillite d'Alstom ne signifierait pas seulement la fin de plus de cent mille emplois ; elle serait le prélude à la désintégration de tous les grands secteurs industriels européens.

Une "théorie des dominos" d'un nouveau genre n'est pas à exclure même si Alstom est provisoirement sauvé. La moindre crise risque d'entraîner vers l'abîme d'autres branches industrielles comme l'explique au journal "La Tribune" le président du CFE (Centre français de l'électricité) en prenant l'exemple de la filière électrique française.

Les difficultés d'Alstom proviennent de l'achat au groupe ABB, de sa division de grandes turbines d'énergie, groupe fragilisé et même en danger en cas de dépôt de bilan d'Alstom. Le groupe suédois ABB aurait cédé à Alstom une activité dont la technologie n'était pas maîtrisée et dont le rendement avancé par les vendeurs n'était pas au rendez vous.

La nouvelle solution présentée par Paris qui a des chances d'aboutir, sauve non seulement les cent dix huit mille emplois directs du groupe, mais aussi les quatre à cinq cent mille emplois induits des sous-traitants. La crise ne se résume pas, comme on a pu l'écrire çà et là, à un face à face entre la logique juridique soutenue par la Commission de Bruxelles et la logique industrielle défendue par le gouvernement français. Il s'agit bien d'une crise globale qui met en lumière les insuffisances et les excès d'une réglementation de la concurrence que le Commissaire européen, Mario Monti applique à la lettre et sans état d'âme. L'affaire Alstom n'a pas fini d'alimenter les polémiques contre la bureaucratie de Bruxelles, bouc-émissaire des maux dont souffrent les relations interétatiques au sein de l'Europe des 15.

L'urgence d'une constitution européenne s'impose désormais davantage dans la future Europe des 25, si on ne veut prendre le risque d'un suicide collectif, à moins qu'on ne préfère un retour à l'Europe du Congrès de Vienne pour acheter une paix industrielle de quarante ans.

Jean-Claude Courdy.

www.geopolitis.net